Colloque international le 16 décembre 2014 : "1975 - 2015, c'est encore loin l'égalité des femmes et des hommes ?"

mardi 11 novembre 2014

Le ministère des Affaires étrangères et du Développement international et Genre en Action ont organisé un colloque international sur l'égalité femmes-hommes dans le processus post 2015. Partenaire de cet événement, Adéquations a coordonné un atelier sur "Genre, développement durable, climat".

Sommaire de cet article

- Présentation du colloque
- Atelier organisé par Adéquations : Genre, développement durable et climat
- Ressources en ligne pour le colloque

Présentation du colloque

En 1975, débutait la décennie des Nations Unies pour les droits des femmes. En 1979, la Convention pour l'élimination de toutes formes de discrimination envers les femmes (CEDEF/CEDAW) définissait un cadre international puissant pour les droits des femmes. En 1995, à l'issue de la IVème Conférence mondiale des femmes, la Plateforme de Pékin identifiait 12 domaines critiques, et prônait la transformation des organisations et des mécanismes institutionnels, ainsi qu'une combinatoire entre l'approche transversale (mainstreaming) et les projets spécifiques pour l'autonomisation des femmes.

40 ans plus tard, où en sommes-nous ? Quels sont les acquis, les reculs ? A la veille de l'adoption des Objectifs de Développement Durable, quelles sont les perspectives pour l'égalité femmes hommes ? Ces objectifs globaux peuvent-ils capitaliser les leçons apprises depuis 40 ans, raviver et dépasser les engagements des Etats pour l'égalité femmes-hommes et assurer une véritable citoyenneté des femmes et une justice de genre pour toutes et tous ?

Mardi 16 décembre 2014 De 9h à 12h45 et de 14h30 à 17h30 Centre de conférences ministériel du MAEDI 27, rue de la Convention - Paris 15è Métro Javel ou Convention

Contact: colloque-egalite2015(at)genreenaction.net

Participation gratuite. Inscription obligatoire avant le 2 décembre : <u>voir le site de Genre en</u>

Se munir d'une pièce d'identité pour accéder au colloque

Objectifs du colloque

- Dresser le bilan des politiques en faveur de l'égalité de 1975 à 2015 ; Identifier les enjeux clefs de l'égalité à intégrer dans l'agenda post-2015 ;
- Souligner l'importance de la participation citoyenne des femmes dans les processus de développement et le rôle de la recherche-action dans le processus d'*empowerment* ;
- Relever des bonnes pratiques pour l'intégration transversale et/ou spécifique du genre dans les politiques et programmes à différents niveaux ;

- Renforcer les liens entre la recherche et les politiques de solidarité internationale et du développement ;
- Rassembler des acteurs et actrices du monde francophone et international ;
- Contribuer à la mise en oeuvre de la « Stratégie Genre et développement » du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international.

Le colloque rassemblera des personnes et organisations représentant différentes familles actrices du développement : institutions, chercheurs-ses, associations militantes, praticiens et praticiens-nes et responsables politiques, des Nords et des Suds.

Programme

Accueil à partir de 8h00

9h00 - 9h30 Ouverture du colloque

- Mot de bienvenue : Gautier Mignot, Directeur général adjoint de la mondialisation, du développement et des partenariats, ministère des Affaires étrangères et du Développement international, France
- Lakshmi Puri, Sous-Secrétaire générale des Nations unies et Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes
- Tawakkol Karman, Prix Nobel de la paix 2011, Yémen
- Annick Girardin, Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, auprès du ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France

9h30 - 10h30 Table ronde 1 : Domaines critiques pour l'égalité femmes-hommes

Rapporteure : Elisabeth Hofmann, enseignante-chercheure à l'Université de Bordeaux Montaigne, France

- Carmen Omonte Durand, ministre de la Femme et des Populations Vulnérables, Pérou (à confirmer)
- Danielle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, France
- Christine Mauget, membre du Bureau national du Planning Familial et responsable de la Commission internationale, France
- Viviane Morales, sénatrice, Colombie
- Bogaletch Gebre, cofondatrice de KMG Ethiopia, Ethiopie

11h00 - 12h00 Table ronde 2 : 1975 - 2015 Bonds, rebonds et faux bonds de l'égalité femmeshommes

Rapporteure : Fatma Elkory Oumrane, présidente de l'ONG NTIC et Citoyenneté - Maurifemme, Mauritanie

- Ngone Diop, experte principale en Égalité des Genres à la Commission Économique des Nations unies pour l'Afrique, CEA
- Mohammad Naciri, directeur régional adjoint du Bureau régional pour les États arabes, ONU Femmes
- Patti O'Neill, coordinatrice du réseau OCDE DAC pour l'égalité des genres, Direction de la coopération pour le développement, OCDE
- Sascha Gabizon, directrice internationale de WECF, membre du Groupe Majeur des Femmes

12h00 - 13h00 Table ronde 3 : Regards sur les politiques de l'égalité femmes-hommes

Rapporteure : Annie Matundu, présidente de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, WILPF/DRC Group, République Démocratique du Congo

- Claudy Vouhé, présidente de Genre en Action, France (Introduction)
- Lakshmi Puri, sous-Secrétaire générale des Nations unies et Directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes
- Patrizianna Sparacin-Thiellay, ambassadrice pour les droits de l'Homme, ministère des Affaires Etrangères et du Développement International, France
- Nicole Ameline, présidente du Comité CEDAW, ONU, France

- Catherine Coutelle, présidente de la Délégation de l'Assemblée Nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, France
- Pascale Boistard, secrétaire d'État chargée des Droits des femmes, France

14h30 - 16h Quelles bonnes pratiques pour l'égalité femmes-hommes ?

- Atelier 1 : Financer l'égalité de genre
- Atelier 2 : Autonomisation économique des femmes
- Atelier 3 : Genre, développement durable, changement climatique (voir plus bas)
- Atelier 4 : Renforcement des compétences et de la citoyenneté

16h15 - 16h45 Perspectives pour l'égalité femmes-hommes après 2015

- Stéphanie Seydoux, cheffe du Service des droits des femmes et de l'égalité, Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, France
- Jules Falquet, enseignante-chercheure en sociologie, Université Paris Diderot, France
- Stéphanie Seydoux, cheffe du Service des droits des femmes et de l'égalité au Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes.

16h45 - 17h15 Conclusion du colloque

- Claudy Vouhé, présidente de Genre en Action, France
- Frédéric Bontems, directeur de la Direction Générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats du MAEDI, France

17h15 - 17h30 Remise du Prix Marie-Lise Semblat du féminisme territorial

- Jocelyne Gendrin, déléguée Générale d'Aster International, France.
- Le prix sera remis à Oumy Sall Seck,présidente de l'association Centre d'Ecoute et d'Encadrement pour un Développement Durable (CEEDD) pour le projet "Renforcement des capacités des femmes en agriculture familiale en milieu urbain au Sénégal"

Atelier organisé par Adéquations : Genre, développement durable et climat

Face à la crise écologique, sociale et économique, la définition d'un mode de développement soutenable est à l'ordre du jour des négociations internationales et des politiques publiques depuis la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement en 1992. Les organisations de femmes et féministes s'y sont très tôt investies, obtenant que l'Agenda 21 de Rio consacre un chapitre à la participation des femmes et qu'elles soient reconnues comme un des « groupes majeurs » de la société civile. Le programme d'action de la Conférence de Pékin en 1995 a inscrit « les femmes et l'environnement » comme l'un de ses douze objectifs. Le point 5-a de l'Objectif de développement durable proposé pour 2015 sur l'autonomisation des femmes mentionne : « Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, conformément aux lois nationales ». Il est maintenant reconnu que « Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les impacts du changement climatique, tels que sécheresses et inondations, mais elles jouent aussi un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique » (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, CCNUCC). Du fait de leurs rôles socialement construits, les femmes sont particulièrement touchées alors qu'elles consomment en moyenne moins d'énergie. La 18ème session de la Conférence des parties à la CCNUCC avait ainsi décidé d'un suivi des progrès en matière de parité dans la représentation dans les organismes de négociations et de décision et de prise en compte du genre dans les politiques climatiques.

Mais la crise écologique s'aggrave, particulièrement en ce qui concerne le climat et la biodiversité, pesant sur les femmes les plus pauvres dont on attend, de plus, un fort investissement de « care » environnemental. L'atelier se penchera notamment sur les questions suivantes : comment rendre transversale l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble des politiques cruciales pour la transition écologique et énergétique (modèles agricoles et urbains, modes de production et de consommation) ?

Comment documenter et partager les pratiques de terrain ? comment mesurer les décalages entre les pratiques organisationnelles de femmes – comme la gestion des communs – et les politiques globales tendant à privatiser ou à financiariser les ressources naturelles ?

- **Yveline Nicolas**, coordinatrice d'Adéquations, groupe français Genre et développement soutenable, introduira l'atelier par une mise en perspective globale et historique de la question genre, environnement, développement durable
- **Mama Koité Doumbia**, réseaux Musonet et Femnet Mali abordera les négociations internationales sur le climat, la participation des femmes et la prise en compte du genre
- **Barbara Lipietz**, chercheuse au Development Planning Unit de l'UCL (University College London), apportera un éclairage sur le genre et l'environnement dans le contexte urbain
- **Solange Goma**, cofondatrice de la Fondation pour les femmes africaines, analysera les évolutions et pratiques dans la gestion des ressources naturelles des femmes d'Afrique équatoriale
- Des organisations participantes présenteront leur point de vue ou leurs pratiques, notamment **CARE France** (genre et méthodologie d'intégration des risques climatiques au Niger), **L'Université Nomade** (pratiques en Asie), **WECF** (Women's Major Group)...
- Modératrice : Annie Matundu Mbambi, WILPF, RDC et Yveline Nicolas, Adéquations
- Rapporteuse : Monique Perrot-Lanaud, journaliste

Ressources Atelier 3 Genre, développement durable et climat

- <u>Dossier genre et développement durable</u>
- Processus post 2015 et genre
- Groupe français Genre et développement soutenable
- L'approche de genre dans le domaine climat énergie, ressources et liens
- Genre et climat

Ressources en ligne pour le colloque

Domaines critiques pour l'égalité

Le colloque de Genre en Action va discuter de différents enjeux « critiques » pour atteindre l'empowerment des femmes et l'égalité effective. Parmi ceux-ci : la nécessité de reconnaître les droits sexuels et de la procréation, qui sont une condition préalable à l'émancipation des femmes, comme l'éducation, l'exercice de la citoyenneté et l'éradication des violences fondées sur le genre.

Droits sexuels et de la procréation

- Programme d'action de la Conférence du Caire
- <u>Déclaration des droits sexuels en version complète</u> et <u>résumée</u>

Violences de genre

- Dossier « Violences contre les femmes »sur le site d'Adéquations
- Rubrique « Violences de genre » sur Observaction.org
- <u>Les violences de genre en milieu scolaire en Afrique subsaharienne francophone</u> (ministère des Affaires étrangères et du développement international) :

Education

- Rubrique « Genre et Education » sur Observaction.org

Genre et santé

- Rubrique « Genre et Santé » sur Observaction.org

Citoyenneté et gouvernance

- Rubriques Genre et Mouvements Sociaux et Genre et Participation Politique sur Observaction.org

Bonds, rebonds et faux-bonds de l'égalité femmes-hommes

Conventions internationales, programmes internationaux et leur suivi Depuis quarante ans, des mécanismes institutionnels et des textes internationaux ont été adoptés pour les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes. Ces engagements se traduisent par des stratégies et plans d'actions nationaux. En 2000, les Objectifs du millénaire pour le développement ont précisé un objectif spécifique pour l'autonomisation des femmes. Mais faute d'une approche suffisamment transversale, l'égalité femmes-hommes est toujours en panne. Dans le cadre du processus post 2015, un enjeu essentiel est que des cibles et des indicateurs de genre soient intégrés dans tous les objectifs de développement durable.

Convention pour l'élimination de toutes les discriminations à l'encontre à l'encontre des femmes (CEDEF), 1979

- Texte de la Convention
- Comité CEDEF à l'ONU
- Dossier sur la CEDEF

Programme d'action de la Conférence internationale de Pékin, 1995

- <u>Déclaration et plan d'action de Pékin</u>
- Suivi du programme d'action de Pékin : Commission des Nations unies sur le statut des femmes (CSW)
- <u>Déclaration de la conférence régionale africaine sur les femmes pour l'accélération de la mise en oeuvre du programme de Pékin (2014)</u>
- Dossier Programme d'action de la Conférence de Pékin

Objectifs du Millénaire (objectif 3 pour l'autonomisation des femmes

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard

Objectifs du millénaire

Indicateurs des OMD

Objectif n° 3

Dossier sur les OMD

Dossier ONUFemmes, sur les OMD et le processus post 2015

Objectifs de développement durable post-2015 en négociation

- <u>Site de l'ONU sur le processus ODD</u>
- Dossier documentaire sur le processus post 2015
- Le genre dans le processus post 2015
- Recommandations de Genre en Action sur post-2015
- Site du Women Major Group

Ateliers Bonnes pratiques/opérationnalisation

Atelier 1 • Financer l'égalité

La crise économique des dix dernières années légitime la stagnation de l'aide publique au développement et des budgets des Etats et l'accentuation de politiques économiques néo-libérales. Malgré une médiatisation accrue des inégalités de genre et des violations des droits des femmes, celles-ci sont

traitées comme dommages collatéraux inévitables et non comme éléments structurants du modèle économique lui-même. Comme le Programme d'action de Pékin en 1995, l'objectif 5.10 des objectifs du développement durable redit la nécessité de la budgétisation sensible au genre. Dans le contexte post-2015, peut-on (ré) orienter les politiques et programmes - au niveau mondial, national et organisationnel – dans l'intérêt de l'égalité de genre et de l'empowerment durable des femmes ? L'égalité peut-elle être financée sans changer les paradigmes ?

Budgétisation sensible au genre

- Dossier et ressources sur la BSG
- Outils et marqueurs genre de la BSG
- ONU: http://www.gender-budgets.org
- BSG au Maroc

Politiques macro-économiques

- <u>Dossier macro micro et genre ; Le genre dans la balance macroéconomique ; Formation « genre et macroéconomie » à Madagascar</u>

Sources de financement

- Où est l'argent des femmes ? (AWID)
- OCDE : Aide à l'appui de l'égalité homme-femme et de l'autonomisation des femmes, graphiques par donneur, avril 2014
- <u>Financer le travail inachevé dans le domaine de l'égalité homme-femme et des droits des femmes</u> : priorités pour le programme de développement pour l'après-2015, mars 2014
- Stratégie Genre France : Document d'orientation stratégique Genre et développement du MAEDI

Atelier 2 • Autonomisation/empowerment économique des femmes

Les programmes sur genre et développement ont souvent considéré l'accès à un emploi ou à une activité génératrice de revenu comme le levier principal de l'émancipation des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Or non seulement les femmes travaillent au total plus que les hommes et quand elle gagnent de l'argent, elles le font à temps partiel, sous-rémunérées, avec un moindre accès aux ressources, à la terre, aux outils, aux formations, aux décisions, en comparaison avec les hommes. Face à ces injustices, la multiplication d'initiatives, la consolidation d'organisations professionnelles, notamment sociales et solidaires, les transformations personnelles, l'accès des femmes à des métiers « masculins », le travail d'éducation populaire sur le terrain, sont porteurs d'espoir. Comment tracer des perspectives pour avancer vers un travail décent, productif et reproductif, un meilleur contrôle des ressources, de meilleures rémunérations, une meilleure qualité de vie pour tous-tes ?

- Dossier genre et économie
- Programme Genre et économie, les femmes actrices du développement : http://fsp.enda-europe.org; http://
- Ressources sur genre, micro-économie et économie solidaire
- Genre et droits économiques, sociaux et culturels

Atelier 3 • Genre, développement durable et climat

Il est maintenant largement reconnu que « les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les impacts du changement climatique, tels que les sécheresses, inondations et autres événements météorologiques extrêmes, mais elles jouent aussi un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique. » (CCNUCC). Du fait de leurs rôles socialement construits, les femmes sont particulièrement touchées alors qu'elles consomment en moyenne moins d'énergie. Mais la crise écologique s'aggrave, particulièrement en ce qui concerne le climat et la biodiversité, pesant particulièrement sur les femmes les plus pauvres dont on attend, de plus, un fort investissement de « care » environnemental. Comment rendre transversale l'égalité femmes--hommes dans l'ensemble des politiques cruciales pour la transition écologique et énergétique (modèles agricoles et urbains, modes de production et de consommation) ?

Comment documenter et partager les pratiques de terrain?

- <u>Dossier genre et développement durable</u>
- <u>Position du groupe français Genre et Développement Soutenable dans le cadre de l'agenda post-Rio+20 et post-2015</u>
- Processus post 2015 et genre
- L'approche de genre dans le domaine climat-énergie, ressources et liens
- Genre et climat

Atelier 4 • Renforcement des compétences

Pour un réel « mainstreaming » du genre dans l'ensemble des ODD, un renforcement des compétences en genre des acteurs et actrices clé à tous les niveaux est une condition sine qua non. Ces « agents de développement » des structures publiques et de la société civile ont besoin de formation initiale et continue en genre, aussi sous des formes innovantes (recherche-action, échanges d'expériences entre pairs, coaching, etc.). En parallèle, les militant-e-s de la société civile demandent des formations et appuis pour améliorer leur plaidoyer pro genre (données, argumentation, mode de communication, etc.) et pour pouvoir suivre efficacement l'application des lois, le respect des engagements des pouvoirs publics, les effets induits et plus largement les processus de changements en cours. L'ensemble de ses efforts ne peut porter des fruits que s'ils sont accompagnés d'une éducation à une citoyenneté plus égalitaire, inclusive et juste des populations entières, une sorte de renforcement des « compétences citoyennes pro-genre », nourries aussi par l'accès à des données de qualité présentées de manière claire, facilitant la compréhension de situations complexes.

Outre le renforcement des compétences spécifiquement en genre, reste aussi la question fondamentale des compétences des femmes plus généralement, afin de faciliter leur participation en politique et dans les sphères décisionnelles tout azimut. Des formations de femmes s'inscrivant dans un processus d' « empowerment » - qui renforcent aussi leur confiance en soi et les incitent à oser sortir des sentiers battus - sont essentielles pour que des femmes aient leur mot à dire dans les processus de changement nécessaires pour l'atteinte de l'ensemble des ODD.

En plus des contributions des intervenantes suivantes, cet atelier sera nourri par les éléments forts de la Journée d'étude « *Renforcer le genre à l'Université* » que Genre en Action organise le 12 décembre 2014 à Bordeaux.

- Les observatoires (collecte / analyse de données) : Réseau des observatoires de l'égalité de genre
- Les TIC
- L'enseignement et la recherche :
- Le genre dans l'enseignement supérieur et la recherche, Livre blanc
- Codesria
- <u>Renforcer la recherche sur le genre pour améliorer l'éducation des filles et des femmes en Afrique,</u> Cahier de recherches du FAWE
- Le leadership, la parité

Remise du Prix Marie Lise Semblat du féminisme territorial

Les réseaux Genre en Action et Aster International ont créé le « *Prix Marie-Lise Semblat du féminisme territorial* », volonté de perpétuer un cadre de réflexion sur le féminisme territorial, concept développé par Marie-Lise Semblat pendant toutes ses années d'action et de militantisme.

- http://www.genreenaction.net/spip.php?article9401

Partenaires et institutions participant au colloque

- Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International
- Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes

- Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes
- Commission européenne
- OnuFemmes
- Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale
- OCDE
- Commission économique pour l'Afrique

Associations intervenantes

- Adéquations
- <u>Aster--International</u>
- Association pour les droits des femmes dans le développement AWID
- Enda
- <u>Fecodev</u>
- Forim
- Genre en Action
- KMG Ethiopia
- NTIC et citoyenneté MauriFemmes

Copyright © Site de l'Association Adéquations - http://www.adequations.org/spip.php?article2193